

La célèbre manufacture de la vallée de Joux ne s'était plus présentée à une telle manifestation depuis 2019. DR

Le monde se presse pour la grand-messe de l'horlogerie

Watches and Wonders Le salon genevois a attiré la foule ce samedi. À côté, à la Villa Sarasin, les marques émergentes ont fait, quant à elles, leur nid dans un écrin de verdure.

Lorraine Fasler

L'entrée de Watches and Wonders n'est pas sans rappeler la sûreté d'un aéroport. Autour de nous, les langues étrangères résonnent. Des agents d'accueil avec béret sur la tête aiguillent les visiteurs. On dépose notre sac Zara pour le contrôle obligatoire. Notre voisine, son Saint-Laurent.

Samedi à Palexpo, le salon qui rassemble 65 marques sur 45'000 m² grouille de monde. Il affiche complet ce jour-là, les 9000 tickets d'entrée étant partis comme des petits pains. Le public a jusqu'à ce lundi pour admirer ce temple du savoir-faire horloger et du luxe. «Ça ne démocratise pas le monde du luxe, mais un tel salon permet de voir des montres que l'on voit difficilement sinon», relève Mavrick Potez, président de la marque Mona Watches, qui cite H. Moser & Cie.

Parmi les visiteurs du jour, on rencontre aussi Robin et Baptiste, venus de Strasbourg et de La Chaux-de-Fonds, attirés par les publications sur les réseaux sociaux. Ils sont venus découvrir les nouveautés des marques.

«On se sent davantage légitimes à venir ici et poser des questions que de pousser la porte de boutiques de luxe», souligne Robin. Seul bémol selon lui: l'absence de prix dans les vitrines, qui empêche de se rendre compte de la valeur des montres. Mais le vrai luxe n'expose pas ses prix.

«C'est Disneyland»

Certaines sommes se communiquent toutefois. À commencer par les prix des stands. Comme le relevaient nos confrères du «Temps», le mètre carré est loué 1800 francs pour l'événement, soit plus de 5 millions pour les emplacements les plus grands.

Les «booths» justement ne succèdent, plus impressionnants les uns que les autres. Panerai entraîne le public dans une plongée sous-marine tandis qu'IWC Schaffhausen propose un spec-

taclé d'acrobatie dans l'espace pour rendre hommage à sa nouvelle collection «Le Petit Prince».

À la mi-journée, les files pour entrer dans les univers des plus grandes maisons s'allongent. Parmi les points phares de cette édition, on peut sans hésitation citer le décor d'une maison horlogère grandeur nature signé Audemars Piguet, qui fait son grand retour à Watches and Wonders. La maison jurassienne n'y était plus revenue depuis 2019. Des files d'attente qui en découragent certains. «C'est Disneyland en fait!» lance un jeune homme en voyant la queue devant Rolex.

Patek Philippe détonnerait presque avec une présentation tout en transparence, sans effet de cache-cache, en présentant les pièces de la maison mais aussi 20 nouvelles créations, dont quatre pièces Nautilus en édition limitée.

«Il faut en être»

À seulement 200 mètres de cette grand-messe horlogère, la Villa Sarasin et ses annexes ac-

cueillent un salon «off», bien plus petit et décontracté. Baptisé Time to Watches, il réunit 87 maisons indépendantes. Talents émergents et maisons établies, tous viennent y présenter leurs créations aux détaillants et aux grands collectionneurs.

La marque ID Genève avait déjà occupé un espace lors des deux premières éditions à la Haute École d'art et de design (HEAD) de Genève. Mais pour la seconde année de suite, elle a pris ses quartiers à la Villa Sarasin.

La proximité avec Watches and Wonders change la donne: «C'est le nouveau Baselworld, c'est une aubaine», lance Cédric Mulhauser, horloger et cofondateur de la marque.

L'occasion pour ces Genevois de présenter leurs créations, dont la Circulaire A- Echo, qui se distingue par son cadran et sa masse oscillante issus de rebuts, et décorée grâce à une technique de guillochage inédite et aléatoire, réalisée par Florian Preziuso. Difficile pour cette mai-

son locale basée sur le recyclage et l'économie circulaire, en pleine expansion internationale, de quantifier précisément les retombées d'une telle manifestation. Mais les médias du monde entier s'y donnent rendez-vous, des contacts précieux s'y nouent et des contrats ainsi que des ventes se concrétisent dans les semaines ou les mois qui suivent. «Si l'on est une marque appelée à durer, il faut en être!»

D'après nos informations, les forfaits des stands au sein de Time to Watches varient entre 4000 et 30'000 francs. Un budget plus accessible que les 100'000 francs minimum nécessaires pour passer de l'autre côté, le graal.

«On sert de tremplin. On a plaisir à voir de nouvelles marques se lancer, comme Dominique Renaud, grandir et, pour certaines, intégrer ensuite Watches and Wonders, indique Ophélie Rohrmüller, responsable événementielle de Time to Watches. Ce fut le cas cette année pour Sinn.»

L'événement rassemble aussi sur les quais

Watches and Wonders fait danser les Genevois sur les quais! Jeudi soir, la traditionnelle soirée populaire de la grand-messe de l'horlogerie a transformé le bord du lac en un véritable festival à ciel ouvert.

Plutôt que de se distiller, comme les autres années, en plusieurs petites scènes installées de la rue Robert-Céard à la place Longemalle, l'incontournable nocturne s'est, cette fois-ci, concentrée sur le quai Général-Guisan et celui des Bergues.

Concert live en plein air, suivi d'un DJ set au programme et ambiance garantie avec différents *food trucks* pour reprendre des forces.

Sans oublier les boutiques des Rues-Basses et du Rhône,



Cette année, l'incontournable nocturne s'est concentrée sur le quai Général-Guisan ainsi que celui des Bergues. DR

qui étaient ouvertes pour l'occasion et où la fête s'est poursuivie avec un bel entrain. Opé-

ration de démocratisation largement réussie pour Watches and Wonders. (LBE)

Faut-il avoir congé le 1^{er} mai partout en Suisse? Le parlement fédéral en débat, alors qu'en matière de relâches, les employés ne sont pas égaux

FÉRIÉ OU PAS, LE 1^{ER} MAI?

MAUDE BONVIN

Travail ► Le 1^{er} mai pourrait bientôt rejoindre le rang de la fête nationale. Le 1^{er} août est le seul jour férié réglementé au niveau fédéral. Les cantons déterminent les autres journées de congé légales. La conseillère nationale verte, Léonore Porchet, veut changer la donne. Elle demande au parlement que la Fête du travail devienne également un jour off valable partout en Suisse.

Les syndicats, dont Syna, ont déjà formulé une telle requête par le passé. Pourquoi donc relancer la machine? «C'est le bon moment pour différentes raisons. En Suisse, nous travaillons beaucoup. Les besoins en repos croissent et les attaques contre les jours de congé, comme le dimanche, augmentent», répond Léonore Porchet, également vice-présidente de l'organisation syndicale Travail.Suisse. Le 1^{er} mai férié permet aussi de réfléchir plus largement sur le sens du travail et de mener cette discussion de manière collective, selon l'élue vaudoise. Elle rappelle que ce jour de relâche est menacé dans plusieurs pays, dont la France.

Traitement égal

Le 1^{er} mai est déjà férié dans une petite dizaine de cantons. En Suisse romande, c'est le cas pour Neuchâtel et le Jura. Certaines administrations, conventions collectives de travail (CCT) et entreprises accordent toutefois aux employés un jour ou un demi-jour de congé à cette date. Et pour les autres salariés qui souhaiteraient aller manifester le 1^{er} mai? «Le droit du travail est très clair. Si vous n'êtes pas au bureau, c'est une absence injustifiée et cela peut conduire à un avertissement», rétorque Léonore Porchet. Le 1^{er} mai ne rime pas avec droit de manifester. «Une absence individuelle au travail ne constitue pas une grève licite. On ne peut donc pas décider seul de débrayer ce jour-là», poursuit l'élue vaudoise. La grève est une mesure collective



Le 1er mai est déjà férié dans une petite dizaine de cantons. En Suisse romande, c'est le cas pour Neuchâtel et le Jura. KEYSTONE

qui ne peut être envisagée qu'en dernier recours après l'échec de négociations ou de tentatives de médiation.

Avoir congé le 1^{er} mai dépend donc du bon vouloir de l'employeur pour les cas qui ne sont encadrés par aucune règle. Un patron peut refuser d'octroyer ce congé pour de justes motifs comme un surplus de tâches à effectuer.

Pour les syndicats, un 1^{er} mai férié dans toute la Suisse garan-

tirait une égalité de traitement et une plus grande clarté juridique, tant pour les salariés que pour les employeurs. «Une réglementation uniforme est particulièrement judicieuse dans un monde du travail de plus en plus mobile», arguent-ils.

Sur le dos des PME

Reste la question du coût de ce congé supplémentaire en matière de salaires. Il est estimé à environ 600 millions de

francs par an à charge des entreprises. Léonore Porchet balaise cet argument. Selon elle, il est tout à fait supportable d'octroyer ce temps de repos à tous les employés. Elle-même se trouve à la tête d'une petite structure, proche d'une PME. Il s'agit de BDFIL, une association qui compte cinq salariés. «Il est tout à fait possible pour nous d'assumer ce jour férié de plus», déclare la conseillère nationale.

Le conseiller aux Etats du centre, Fabio Regazzi, ne voit lui pas la nécessité d'intervenir. «Je rappelle les principes du fédéralisme. C'est une décision à laisser aux cantons», lance-t-il. Celui qui préside aussi l'Union suisse des arts et métiers (Usam) fait remarquer qu'une absence dans une PME peut être compliquée à compenser. «Si un jour férié tombe un jeudi, beaucoup de travailleurs prennent également congé le vendredi. Cela

peut être difficile à gérer dans les petites entreprises», souligne-t-il. Et de rappeler que son canton, le Tessin, est le grand champion, avec une quinzaine de jours de congé légaux par an. Le Jura en compte 13, contre 9 pour Genève, Vaud, le Valais et Fribourg. Au sein du canton noir et blanc, les dates varient entre sa partie protestante et catholique. Les Neuchâtelois (7) sont moins bien lotis.



«Il est tout à fait possible pour nous d'assumer ce jour férié de plus» Léonore Porchet

En comparaison internationale, l'Italie dénombre 11 jours fériés, tout comme la France. L'Allemagne en est à 9. Ces trois pays donnent congé à leurs salariés le 1^{er} mai.

En matière de jours fériés, c'est la loi sur le travail qui fait foi dans le secteur privé. «Ces journées sont assimilées à un dimanche», indique l'avocate spécialisée en droit du travail, Valérie Debernardi. De manière générale, le travail du dimanche donne droit à une majoration de salaire et/ou une compensation en temps libre. Certaines catégories professionnelles comme les agriculteurs et les employés domestiques échappent toutefois à la loi sur le travail. Cette législation s'applique essentiellement à l'industrie et à l'artisanat.

LA LIBERTÉ

DE MULTIPLES ÉCHECS SOUS LA COUPOLE FÉDÉRALE

C'est en 1993 que les Suisses ont accepté d'inscrire le 1^{er} août comme jour férié national dans la loi fédérale. Depuis, toutes les tentatives pour avoir une deuxième journée de ce type ont échoué.

En 2023, le Conseil national a accepté d'octroyer aux employés un jour de congé supplémentaire pour célébrer la démocratie et la Constitution de 1848. La proposition a toutefois été renvoyée aux oubliettes par le Conseil des Etats. Il y a près de dix ans, l'idée d'un jour férié national pour célébrer l'instauration du droit de vote des

femmes en 1971 a aussi été balayée par les parlementaires fédéraux.

Le gouvernement s'est toujours opposé à de telles initiatives pour des questions de coût économique. En 2017, il estimait que l'importance du suffrage féminin était «suffisamment reconnue» par la population et qu'il n'était donc pas nécessaire de répondre favorablement à la demande de la conseillère nationale verte, Aline Trede, au sujet d'un férié pour fêter le droit de vote des femmes. MBO

LE TEMPS PARTIEL COMME MODE DE VIE

Les Suisses, des bosseurs? En comparaison de nos voisins, nous travaillons effectivement davantage. Par habitant, la population helvétique besogne environ 940 heures par an. Dans l'Hexagone, ce nombre se situe à 666 heures, une donnée qui place le pays en queue de peloton européen. L'Allemagne (724 heures), l'Espagne (731) et l'Italie (767) dépassent ce seuil.

Ces résultats sont toutefois à prendre avec des pincettes puisqu'ils ne prennent pas en considération la structure démographique des pays. La France compte, par exemple, un plus grand nombre d'enfants, d'étudiants et de retraités qu'ailleurs en Europe. Et cet indicateur ne mesure pas la productivité au travail. A ce sujet, la Suisse se hisse à la 14^e place des pays européens les plus productifs, derrière Malte mais devant la Suède.

La tendance est à la baisse au niveau des heures travaillées sur sol helvétique, du fait de la progression du temps partiel. Plus d'un tiers des employés du pays optent pour cette forme d'activité. «En la matière, nous sommes les vice-champions d'Europe», indique le directeur romand de l'Union patronale suisse (UPS), Marco Taddei. Le responsable romand appelle toutefois à distinguer le temps partiel subi de celui qui est choisi. Ainsi 261 000 salariés souhaiteraient augmenter leur pourcentage en Suisse.

Les motivations pour travailler moins différent, elles, selon l'âge. Chez les jeunes, la formation initiale et continue en constitue la principale raison. «Entre 30 et 40 ans, c'est l'arrivée d'un enfant qui prédispose à diminuer son activité professionnelle surtout auprès

Dès 50 ans, le temps partiel voulu augmente

des femmes», ajoute Marco Taddei. A partir de 30 ans environ, la diminution du temps de travail des femmes est marquée. Ce décalage d'avec les hommes persiste sur toute la carrière des femmes. «Il est aussi plus difficile de retrouver le même niveau hiérarchique qu'avant l'arrivée d'un enfant. C'est la pénalisation de la maternité», déplore le directeur romand.

Dès 50 ans, le temps partiel voulu augmente. Il est même plus marqué qu'auprès des jeunes, selon une étude de l'UPS. «Logiquement, le salaire est plus élevé qu'à 25 ans», déclare Marco Taddei. Les quinquas pourraient donc davantage se permettre financièrement de travailler moins que les autres catégories de la population. «Nous tordons ainsi le cou à ce cliché générationnel qui voudrait que la jeunesse privilégie le temps partiel

par confort», poursuit le responsable romand. Dans la tranche d'âge des 60 à 64 ans, près d'une personne active sur six a réduit son taux d'activité de son plein gré.

Cette génération à temps partiel représente un potentiel de 86 000 postes supplémentaires. L'UPS a calculé que cela équivaut à 8 milliards de francs de masse salariale en moins. «Je ne veux pas émettre de jugement de valeur. C'est un choix de vie que je respecte. D'un point de vue purement économique cependant, ce sont des milliards en moins», commente Marco Taddei. L'association patronale estime que les finances publiques et les assurances sociales perdent ainsi entre 2 et 3 milliards de francs de recettes fiscales et de cotisations chaque année.

MBO/LIB

Krankenkassen geben 40 Millionen Franken pro Jahr zu viel aus – auf Kosten der Versicherten

Gesundheitswesen Damit die Prämien weniger stark steigen, hat der Bund mit den Pharmafirmen Geheimrabatte ausgehandelt. Die Kassen rufen sie aber nur teilweise ab. Das soll sich jetzt ändern.

Isabel Strassheim

Damit die Kassenprämien weniger stark steigen, hat die Schweiz mit Pharmafirmen Rabatte für Medikamente ausgehandelt. Das Problem ist: Krankenkassen müssen diese Vergünstigungen nachträglich einfordern, tun das aber nicht konsequent. Jedes Jahr zahlen sie rund 40 Millionen Franken zu viel – auf Kosten der Prämienzahler.

Bis zu geschätzten 20 Prozent der Abschläge dürften seit Einführung der Geheimrabatte nicht abgeholt worden sein, heisst es in dem Sparkatalog des Bundes fürs Gesundheitswesen. «Hauptgrund ist, dass den Versicherten teilweise die notwendigen Angaben zum konkreten Einsatz des Arzneimittels in automatisierbarer Form fehlen.» Sprich: Die Abrechnungssoftware der Kasse weiss schlicht nicht, auf welche Medikamentenrechnung sie Rabatte einfordern kann und auf welche nicht.



Apotheken kennen die Geheimrabatte auf Medikamente nicht, erst die Krankenkasse kann sie nachträglich einfordern. Foto: Getty Images

Im Gesundheitswesen steigen die Kosten laufend, diverse Massnahmen sollen Gegensteuer geben. Ab diesem Jahr nun sollen die 55 Milliarden Franken Gesundheitskosten durch Einsparungen um insgesamt mindestens 303 Millionen Franken sinken. Die Reduktion der Papierrechnungen bei den Krankenkassen etwa soll 36 Millionen Franken bringen, der

Wegfall der Servicegebühr bei Laboranalysen soll 85 Millionen Franken sparen. Und die höhere Rückforderungsquote bei den Medikamentenrabatten soll 20 Millionen Franken bringen.

Die Geheimrabatte sind politisch umstritten

Dabei geht der Bund davon aus, dass einige Krankenkassen auch weiter auf diese Rabatte verzich-

ten, denn eigentlich wären hier 40 Millionen Franken an Einsparungen zu holen.

Die Abschläge, die Pharmafirmen auf bestimmte Medikamente gewähren, sind geheim. Die Krankenkassen zahlen zunächst den vollen Preis, damit weder Ärztinnen noch Apotheker die Rabatte kennen. Nur die Kassen wissen, wie hoch sie sind, und müssen sie nachträglich einfordern. Darin aber liegt die Krux.

Politisch umstritten sind die Geheimrabatte ohnehin. Sie trieben die Preise nach oben, sagen Kritiker: Im Endeffekt würden sie Pharmafirmen helfen, ihre weltweiten Preise hochzuhalten, da kein Land vom anderen weiss, welche Abschläge jeweils gewährt werden. Darin liegt der Grund der Geheimhaltung.

Die Schweiz macht sich nun daran, die Preisreduktionen praktisch besser umzusetzen. «Wir verschliessen uns gegenüber Rückforderungen im Rahmen von Preismodellen nicht», sagt Jürg

Granwehr von Scienceindustries. Der Verband vertrat die Pharmaindustrie bei der Ausarbeitung des Sparkatalogs am von Bundesrätin Elisabeth Baume-Schneider einberufenen runden Tisch.

Ziel: Krankenkassen fordern 90 Prozent zurück

Die Rückforderungsquote liegt bei rund 80 Prozent, der Kostendämpfungskatalog sieht vor, dass die Krankenkassen sie auf 90 Prozent steigern.

Gewisse Kassen sind bereits weiter. «Wir sind jetzt sicher bei einer Quote von 95 Prozent», sagt Falk Schimmann von der Krankenkasse CSS. Die Rückforderungen liessen sich inzwischen leicht durchführen, sagt er.

Neben den Geheimrabatten für bestimmte Medikamente können Versicherte eine zweite Art von Abschlägen fordern: wenn Patienten eine Therapie erhalten, die für ihre Krankheit nicht zugelassen ist. «Seit 2024 ist fest vorgeschrieben, wie hoch

die Kostenbeteiligung bei welcher erwarteten Wirksamkeit sein muss», erklärt Schimmann.

Damit die Abschläge eingefordert werden können, muss die Versicherung wissen, für welche Indikation das Medikament eingesetzt worden ist. Die CSS hat diese Informationen konsequent eingefordert – andere Krankenkassen offenbar nicht.

Mittlerweile sollten jedoch alle Kassen für den Indikationscode gerüstet sein, so der Krankenkassenverband Prio Swiss. Ab Anfang 2027 müssen demnach Rechnungen ohne Indikationscode zurückgewiesen werden.

Das Parlament will eine neue, dritte Abschlagsart einführen: einen Mengenrabatt auf Medikamente, die in der Schweiz den höchsten Umsatz erzielen. Bei der Debatte geht es vor allem ums Prinzip, nicht um die praktische Umsetzung. Ob die Krankenkassen den neuen Rabatt ebenso einfordern müssen und es dann tatsächlich tun, ist unklar.

Konsumenten sollen AHV-Zeche zahlen

Jetzt zeichnet sich ein Kompromiss ab, wer den gut vier Milliarden Franken teuren Rentenausbau künftig finanzieren soll.

Anna Wanner

Die Ausgangslage ist schnell erzählt: Die Bevölkerung stimmte im März 2024 einer 13. AHV-Rente zu. Seither sucht das Parlament nach einer Lösung, wie es den beschlossenen Ausbau finanzieren soll.

Im Sommer kommt es zum Showdown. Denn die Differenzen zwischen den beiden Räten sind nach wie vor gross. Nun lässt sich aber ablesen, wer am Schluss die Renten finanzieren wird – sofern die jeweiligen Parteien ihre Positionen halten.

Um wie viel Geld geht es?

Eine Mehrheit des Parlaments will die zusätzlichen Ausgaben für die 13. AHV-Rente kurzfristig finanzieren. Denn diese wird Ende Jahr ein erstes Mal ausbezahlt und kostet rund 4,2 Milliarden Franken. Aufgrund der geburtenreichen Jahrgänge, die in Pension gehen, steigen die Ausgaben alleine für den AHV-Ausbau auf 4,5 Milliarden Franken bis 2030 und auf 5 Milliarden Franken bis 2033.

Wieso ist es so schwierig, eine Lösung zu finden?

Die Meinungen in Bundesbern gehen diametral auseinander. Der Bundesrat wollte der Bevölkerung eine Rechnung für den AHV-Ausbau servieren und schlug vor, die Mehrwertsteuer um 0,7 Prozentpunkte zu erhöhen. Die Konsumenten würden demzufolge jährlich rund 2,5 Milliarden Franken mehr Steuern auf Konsumgüter zahlen. SVP und FDP lehnen jedoch eine Finanzierungslösung nur für die 13. AHV-Rente ab. Sie wollen eine strukturelle und langfristige Reform, die auch ein höheres Rentenalter einbe-



Können sich freuen: Rentnerinnen und Rentner erhalten die 13. AHV-Rente Ende Jahr – unabhängig davon, ob die Finanzierung steht. Bild: key

zieht. Auf der anderen Seite stehen die Parteien, die jetzt eine Lösung wollen, um die Finanzen der AHV stabil zu halten. Allerdings sind sie sich nicht einig, wie diese aussehen soll.

Was sind die Optionen?

Unterdessen stehen sich nur mehr zwei Konzepte gegenüber: Die Mischlösung aus dem Ständerat sieht sowohl höhere Lohnbeiträge als auch eine Mehrwertsteuererhöhung vor. Mit den zusätzlichen Einnahmen lässt sich die Finanzierungslücke der AHV mittelfristig schliessen.

Das Konzept des Nationalrats will hingegen bewusst nur

eine befristete Lösung, um die strukturelle Reform nicht abzuwürgen. Die Sozialkommission hat das Konzept am Freitag in entscheidenden Details nochmals angepasst.

Was ist neu?

Die Kommission schlägt vor, die Mehrwertsteuer bis 2033 um 0,5 Prozentpunkte auf 8,6 zu erhöhen. Damit weitet sie einerseits die Frist aus. Denn es ist tatsächlich unrealistisch, bis 2030 eine strukturelle Reform hinzubekommen. Gleichzeitig fällt die Steuererhöhung moderater aus als bisher geplant: Anstatt der ursprünglich 0,7 Prozentpunkte sind es noch 0,5. Die Konsu-

mentinnen und Konsumenten werden aber auch durch eine weitere Änderung entlastet: Der tiefere Satz für den täglichen Bedarf, das ist für Essen, Medikamente oder Bücher, soll nicht angetastet werden – was die Vorlage sozial verträglicher macht.

Wenn nun SVP und FDP gar keine Reform wollen: Wie stehen die Chancen auf Erfolg?

Es stimmt: FDP und SVP haben im Nationalrat zusammen grosses Gewicht, aber sie verfügen nicht über die Mehrheit. Das Zünglein an der Waage ist in diesem Fall die GLP. Und diese

Rolle spielen die Grünliberalen aus: Im Unterschied zu SVP und FDP befürworten sie nämlich eine separate Finanzierung der 13. AHV-Rente. Die GLP stimmt hier mit Mitte-links. Geht es aber um die Frage, wer bezahlt, ist die Partei auf Linie mit FDP und SVP: Sie lehnen eine zusätzliche Belastung der Erwerbstätigen ab und wollen auch Rentnerinnen und Rentner in die Finanzierung einbeziehen.

Als Kompromiss einigten sich die Parteien auf eine befristete Mehrwertsteuererhöhung. Der GLP ist es gelungen, die Sondersteuer von einer Erhöhung auszulassen. Auf Antrag der FDP hat die Kommission die

Mehrwertsteueränderung auf 0,5 Prozentpunkte gedrückt.

Wie sieht eine Annäherung der beiden Räte aus?

Auch wenn sie kleinere und grössere Schritte aufeinander zugehen, ist ein Kompromiss der beiden Räte unwahrscheinlich. Am Ende setzt sich eines der beiden Konzepte durch.

Was will der Ständerat genau?

Im März haben SP, Mitte und Grüne ihr Mix-Konzept bestätigt: Die Mehrwertsteuer soll um 0,4 Prozentpunkte steigen, die Lohnbeiträge um 0,3 Prozentpunkte. Weil für eine höhere Mehrwertsteuer die Verfassung geändert werden muss, kommt es sicher zu einer Abstimmung. Und weil bei einer Ablehnung der Steuererhöhung nicht alleine die Lohnbeiträge erhöht werden sollen, sind die beiden Änderungen verknüpft.

Der Ständerat will zudem eine langfristige Absicherung, eine Art Schuldenbremse auf Kosten der Erwerbstätigen: Sinkt nämlich der AHV-Fonds auf unter 80 Prozent seiner Jahresausgaben, steigen die Lohnbeiträge automatisch um weitere 0,3 Prozentpunkte.

Wer setzt sich am Ende durch?

Das ist die entscheidende Frage. Sofern keine Partei in ein anderes Lager kippt, zahlen am Ende die Konsumenten über die Mehrwertsteuererhöhung von 0,5 Prozent den AHV-Ausbau. GLP, FDP und SVP lehnen höhere Lohnbeiträge ab – und verfügen so faktisch über eine Vetomacht, weil sie das Ständeratskonzept in der Schlussabstimmung zum Scheitern bringen könnten.

Prélèvement fiscal: les communes perdent leur bras de fer contre le Canton

Finances La Chambre administrative confirme le taux de perception de 3% pratiqué depuis 1979. La Ville, suivie par d'autres municipalités, contestait une facture de 28 millions de francs et exigeait que les frais baissent à 0,55%. Un recours est envisagé.

Marc Bretton

«Vu l'issue du litige, un émolument de 3000 francs sera mis à la charge de la recourante.» La phrase, informative, signale un épisode conflictuel de plus à noter au registre des relations tumultueuses qu'entretiennent les communes genevoises et le Canton. Cette conclusion d'un arrêt de la Chambre administrative marque une défaite pour les communes, qui avaient attaqué le Canton en février 2025 sur le coût de la perception des impôts communaux facturé par l'administration fiscale.

Côté cantonal, le verdict est accueilli avec «sérénité» par le Département des finances, puisqu'il «confirme l'interprétation que nous avons toujours défendue de la loi».

Une question d'argent

Derrière tout cela figure une question d'argent. Il s'agit de plusieurs dizaines de millions

de francs en 2024 pour l'ensemble des communes, et rien que 28 millions pour la Ville de Genève, citée par l'arrêt en notre possession.

Tout est parti d'une circulaire envoyée par l'administration fiscale aux différentes communes en 2025. La Ville se voit informée que l'estimation de la production de ses recettes fiscales de 2024 atteindra 883 millions de francs, «montant net des frais de perception de l'État, qui s'élèvent à 28 millions». Pour cette commune, rejointe par d'autres devant la justice, ce prélèvement de 3% est exagéré. Elle exige que les frais baissent à 0,55%.

Taux historique

Voilà pour le fond. Car dans l'arrêt, une foule de questions annexes soulèveront l'enthousiasme des juristes. À savoir, pour commencer, si l'information de l'administration cantonale constitue bien une décision (attaquable) ou une simple in-



L'Association des communes genevoises (ici à une assemblée générale) dit réfléchir aux suites à donner à cette affaire. Magali Girardi

formation. Autre interrogation: alors que la loi précise que le prélèvement cantonal peut atteindre «jusqu'à concurrence de 3%», cela signifie-t-il que ce pourcentage est impératif?

Et puis en passant, la Ville se demande à qui devraient revenir les intérêts moratoires des impôts communaux lorsqu'ils transitent dans les caisses cantonales.

La Cour instruit, mais au fil des lignes, elle douche les espoirs communaux. Il lui faut cinq pages de considérations pour conclure que «l'acte attaqué» est bien une décision. Il lui faut ensuite six pages pour justifier le taux de 3% appliqué. Sur ce point, c'est tout simple: la Cour rappelle que les cantons facturent 21,2% à la Confédération pour la perception de l'impôt fédéral direct, donc 3%... Une longue dissertation revient sur les origines du taux de 3%, voté en 1978, introduit en 1979, en hausse d'un point par rapport aux pratiques des décennies antérieures.

On résume l'argumentaire: en prélevant ses 3%, l'État ne se servirait pas sur la bête communale mais «se conforme à une pratique quasi séculaire», dont on date l'origine à 1929. Enfin, la question des intérêts moratoires ou celle de la rémunération du risque fiscal face à d'éventuels impayés des contribuables

sont écartées sans trop de ménagement.

«Nous étudions les options»

Puis la décision finale tombe. Qu'en pense l'Association des communes genevoises, qui a porté la contestation avec la Ville et d'autres communes? «L'arrêt concernant la cause pilote de la Ville de Genève, nous sommes en dialogue étroit avec la Ville de Genève. Nous analysons les options au sein des instances de l'ACG afin d'envisager les suites à donner par l'ensemble des communes recourantes», signale le président de l'ACG, Martin Staub.

Pour le conseiller administratif Alfonso Gomez, chargé des Finances à la Ville de Genève, la décision de la Cour est accueillie avec surprise: «Nous prenons acte, mais nous allons étudier avec l'ACG et nos avocats un recours: la question de fond de l'affaire ne me semble pas réglée», indique le magistrat Vert.

Kommt die 10-Millionen-Schweiz überhaupt?

Bevölkerungssimulator Die SVP will die 10-Millionen-Schweiz an der Urne verhindern. Aktuelle Daten zeigen jedoch, dass diese Marke womöglich gar nie erreicht wird.

Die SVP warnt vor der drohenden 10-Millionen-Schweiz und stützt sich dabei auch auf offizielle Projektionen des Bundes. Die Partei verweist in ihrer Abstimmungskampagne zur Initiative, über die wir am 14. Juni abstimmen, immer wieder auf das aktuelle Referenzszenario des Bundesamtes für Statistik (BFS) von 2025. Dieses Modell rechnet vor, dass die Schweiz um das Jahr 2040 herum die 10-Millionen-Einwohnermarke durchbrechen wird.

Das Referenzszenario hinkt aber der demografischen Realität hinterher. Weil die Geburtenrate in der Schweiz in den vergangenen Jahren deutlich sank, könnte das Bevölkerungswachstum viel früher abgebremst werden als gedacht. Bleibt der Trend zu weniger Kindern bestehen, wird die viel diskutierte magische Grenze womöglich nie geknackt.

Geburtenrate geht immer mehr zurück

Das mittlere BFS-Modell, das beim Bund auch zur Abschätzung der zukünftigen Entwicklung der AHV-Kosten oder Infrastrukturprojekte herangezogen wird, geht von einer Geburtenrate von 1,4 Kindern pro Frau aus. Diese Zahl wurde von der Wirklichkeit längst deutlich unterboten. Ganz aktuelle Daten zeigen: Im Jahr 2025 betrug die durchschnittliche Anzahl Kinder pro Frau 1,28 (provisorische Zahlen). Das ist etwas weniger als im Vorjahr, als die Geburtenrate auf ein historisches Tief von 1,29 Kindern pro Frau gesunken war.

In vielen europäischen Ländern befindet sich die Geburtenrate seit 2022 im freien Fall. Besonders drastisch ist die Lage in Südeuropa: In Spanien verzeichnet man derzeit nur noch rund ,1 Kinder pro Frau, und auch Italien liegt mit knapp 1,2 auf einem historischen Tiefstand. Für den Erhalt der aktuellen Bevölkerungsgrösse ohne Zuwanderung wäre ein Wert von 2,1 nötig.

Was passiert also, wenn wir das offizielle BFS-Referenzszenario nehmen, aber den Geburtenwert durch die Realität von heute ersetzen?

Unsere Datenanalyse zeigt: Ändert man die Geburtenrate im BFS-Referenzmodell von 1,4 auf die heutigen 1,28 Kinder pro Frau, verschiebt sich die 10-Millionen-Grenze ins Jahr 2046. Die SVP will in ihrer Initiative die Bevölkerungszahl bis 2050 auf diese Schwelle begrenzen.

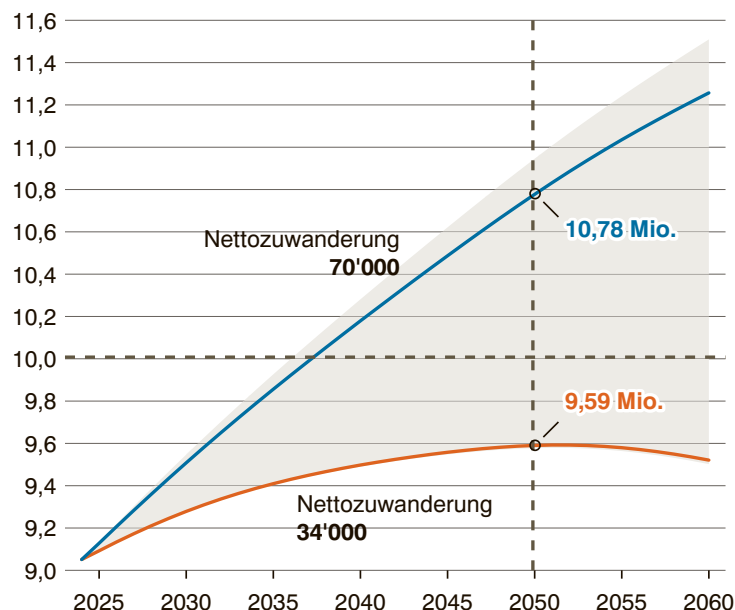
Sinkt die Geburtenrate gar auf 1,1 – was angesichts der aktuellen Dynamik ein nicht abwegiges Szenario ist –, verändert sich das Bild der Schweiz komplett. Bei einer mittleren Zuwanderung im Referenzmodell von rund 50'000 Personen pro Jahr würde die Bevölkerung ihren Zenit vorher erreichen und danach schrumpfen. Die 10-Millionen-Schweiz fiel aus.

Wie weit fällt die Geburtenrate noch?

Gemäss Johanna Probst, die beim BFS die demografischen Analysen verantwortet, halten es die für die Szenarientwicklung herangezogenen Expertinnen und Experten für wenig plausibel, dass die Geburtenhäufigkeit in den kommenden Jahrzehnten in der Schweiz deutlich unter 1,3 fällt. «Selbstverständlich kann

Bevölkerungsentwicklung bei aktueller Geburtenziffer

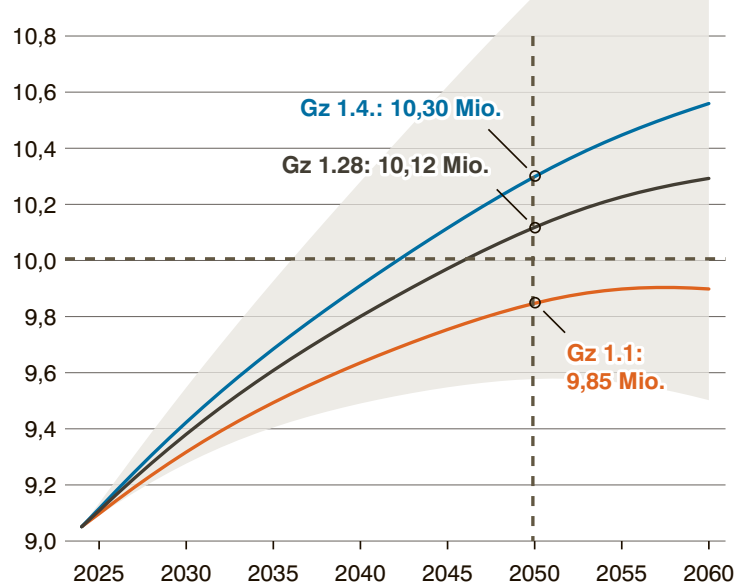
Szenarien der Bevölkerungsentwicklung bei aktueller Geburtenziffer von 1,28, nach unterschiedlicher Nettomigration



Quelle: BFS, Berechnungen Tamedia

Bevölkerungsentwicklung bei mittlerer Zuwanderung

Szenarien der Bevölkerungsentwicklung bei Nettomigration gemäss BFS-Referenzszenario von 50'000, nach unterschiedlicher Geburtenziffer (Gz)



Quelle: BFS, Berechnungen Tamedia

ein weiteres Absinken der Geburtenrate aber nicht ausgeschlossen werden», so Probst.

Einen weiteren Rückgang der Geburtenrate erwartet hingegen Manuel Buchmann vom Basler Beratungsunternehmen Demografik. «Der Rückgang hat sich zwar verlangsamt. Ich denke aber nicht, dass sich die Geburtenrate in der näheren Zukunft signifikant erholen wird», sagt er. Je tiefer die Geburtenrate sei, desto mehr Zuwanderung werde benötigt, wenn der Bevölkerungsstand gehalten werden solle.

«Referenzszenario nicht überholt»

BFS-Analystin Probst weist den Vorwurf zurück, dass das Referenzszenario bereits veraltet sei. Sie sagt: «Die Szenarien des BFS projizieren 30 Jahre in die Zukunft und sind keine Vorhersagen für kurze Zeiträume. Deshalb ist es ein Jahr nach Publikation zu früh, um ein Szenario bereits als überholt zu beurteilen.»

Sie sagt aber auch, dass die Fokussierung auf ein einziges Referenzszenario nicht ideal sei und das BFS immer darauf hinweise, dass alle drei Grundszennarien – also auch das hohe und das tiefe – plausibel seien und die

gesamte Spannbreite dazwischen berücksichtigt werden müsse.

Was, wenn die Zuwanderung unterschätzt wird?

Gemäss BFS bewegt sich die jüngst gemessene Geburtenhäufigkeit auf dem Niveau der tiefen Hypothese. Diese geht von rund 1,27 Kindern pro Frau aus. «Ein Szenario, welches diese tiefe Fertilitätshypothese mit einem mittleren Wanderungssaldo von jährlich durchschnittlich rund 50'000 Personen kombiniert, scheint gegenwärtig näher an der beobachteten Entwicklung als das Referenzszenario», sagt Probst. In diesem Szenario würde die Bevölkerung etwas langsamer wachsen als im Referenzszenario, die Bevölkerungszahl von 10 Millionen würde ein paar Jahre vor 2050 erreicht werden.

Aber was, wenn der Bund die Zuwanderung unterschätzt? Historisch gesehen hat das BFS die Migration in die Schweiz oft deutlich zu tief erwartet. Wir haben deshalb auch dieses Szenario visualisiert: den zurzeit tiefen Geburtenwert von 1,28 gepaart mit einer anhaltend hohen Zuwanderung.

Wenn wir auch künftig eine Nettozuwanderung von rund

70'000 Personen pro Jahr registrieren, wie es das BFS im hohen Szenario projiziert, werden wir die 10 Millionen bereits im Jahr 2039 knacken. Selbst wenn die Geburtenrate mit 1,28 so tief wie heute bleibt.

Möglich ist aber auch, dass die Migration abflacht, so wie es der Trend bereits andeutet. Das tiefe Migrationsszenario des BFS mit einer Nettozuwanderung von 33'000 Personen pro Jahr kombiniert mit der tiefen Geburtenrate von heute (1,28) liesse die Bevölkerung schon bald deutlich schrumpfen.

Demografieforscher Manuel Buchmann rechnet künftig eher mit weniger Zuwanderung. Dafür gibt es einerseits inländische Gründe wie die derzeit leicht steigende Arbeitslosigkeit. Andererseits trocknet der europäische Arbeitsmarkt aus: «Das Potenzial an Personen, die aus dem nahen Ausland einwandern können, wird immer kleiner», so Buchmann. Länder wie Deutschland, Frankreich oder Spanien kämpfen selbst mit einer stark schrumpfenden Erwerbsbevölkerung. Diese Länder werden alles dafür tun, ihre Arbeitskräfte zu halten oder sogar zurückzuholen.

Ein dritter Faktor sind die ukrainischen Geflüchteten, die bald in ihre Heimat zurückkehren könnten. «Das ist eine signifikante Gruppe, deren Wegzug den Wanderungssaldo zumindest temporär stark nach unten drücken würde», sagt der Experte.

Wird die Schweiz die 10-Millionen-Marke überhaupt jemals knacken? Buchmann ist sich da nicht sicher: «Ich bin gespalten, die Unsicherheit bei solchen Prognosen ist gross. Ich schätze die Chance auf 50 zu 50.»

Deutlicher wird sein Chef bei Demografik, Hendrik Budliger: Er geht davon aus, dass die Schweiz mit grosser Wahrscheinlichkeit die 10 Millionen nie erreichen wird. Für ihn ist das BFS-Szenario mit einer tiefen Nettozuwanderung realistischer als das mittlere Referenzszenario. Wir würden bald um Zuwanderer kämpfen müssen, sagt er.

Er verweist auch auf die UNO, die anders als das BFS in ihrem mittleren Szenario davon ausgeht, dass die Schweizer Bevölkerung ab 2030 stagniere und eine 10-Millionen-Schweiz nie Realität werde.

Der Abwärtseffekt potenziert sich

Was die Simulationen deutlich zeigen: Kurzfristig prägt die Zuwanderung das Bevölkerungswachstum stärker als die Geburtenrate. Langfristig dreht sich dieser Effekt jedoch um. Bleibt die Geburtenrate auf dem aktuellen Tiefstwert oder sinkt sie weiter, weisen fast alle Szenarien gegen Ende des Jahrhunderts auf eine schrumpfende Bevölkerung hin.

Der Grund dafür ist ein Abwärtseffekt, der sich über Generationen hinweg potenziert: Kinder, die heute nicht geboren werden, fehlen in der Zukunft als nächste Generation von Eltern. Der Rückgang beschleunigt sich also exponentiell.

Marc Brupbacher
und **Svenson Cornehlis**

Le parlement veut durcir les conditions d'accès au service civil. L'essentiel de la votation en cinq points

Le service civil contesté dans les urnes



SAMUEL JABERG, SWISSINFO

Votations ► Le parlement souhaite durcir les conditions d'accès au service civil, dans le but de renforcer les effectifs de l'armée. La réforme, prise dans le contexte de la guerre en Ukraine, n'est pas du goût de la gauche, notamment, qui craint la disparition pure et simple de cette institution.

Mi-janvier, une alliance de partis et d'associations ont ainsi déposé un référendum contre le durcissement des conditions d'accès au service civil décidé par les Chambres fédérales en septembre 2025. L'essentiel de la votation du 14 juin en cinq points.

1 Le service civil, c'est pour qui?

Le service civil est un service de remplacement au service militaire. Trois critères doivent être réunis pour une admission en son sein: il faut être apte au service militaire, avoir un conflit de conscience et être disposé à accomplir un service une fois et demie plus long que le service militaire.

Les civilistes sont engagés dans des domaines d'intérêt public. Ils reçoivent, tout comme les militaires, une allocation pour perte de gain pendant leur service. L'an dernier, 50% des jours de service civil ont été effectués dans le domaine social, 18% dans l'instruction publique, près de 15% dans la santé et un peu moins de 10% dans la protection de la nature et de l'environnement.

En 2025, 7211 personnes ont été admises au service civil, ce qui constitue un record. Un tiers des demandes d'admission ont été déposées après l'école de recrues. Le nombre de jours de service accomplis – près de 1,9 million – est également à son plus haut niveau depuis l'introduction du service civil en 1996. Le service civil ne doit pas être confondu avec la protection civile. Cette dernière concerne les personnes inaptes au service militaire mais qui peuvent être affectées à des missions de protection de la population.

2 Que prévoit la loi?

Le parlement souhaite faire baisser le nombre de civilistes de 7200 à 4000 par année, soit une diminution de plus de 40%. Il a pour cela durci la loi fédérale sur le service civil. Tous les civilistes devront à l'avenir effectuer un minimum de 150 jours de service, indépendamment du nombre de jours déjà effectués au service militaire. Ils auront également moins de marge de manœuvre dans la planification de leur engagement. L'obligation d'effectuer un service une fois et demie plus long qu'un service



Un employé du secteur de la santé, effectuant ici son service civil alternatif, travaille dans le domaine de la kinésithérapie. KEYSTONE

militaire standard sera étendue aux officiers et aux sous-officiers.

Parmi les six mesures destinées à faire baisser l'attractivité du service civil figure également l'introduction d'une forme de «cours de répétition» pour civilistes, qui devrait être accompli tous les ans dès l'année suivant l'admission, afin d'aligner les obligations im-

Le parlement souhaite faire baisser le nombre de civilistes de 7200 à 4000 par année

posées aux civilistes sur celles des militaires. Les militaires n'ayant plus de jours de service à accomplir ne pourront quant à eux plus rejoindre le service civil. Le but est d'éviter qu'ils puissent se soustraire facilement au tir obligatoire. Enfin, la nouvelle loi prévoit une interdiction des affectations nécessitant des études de médecine humaine, dentaire ou vétérinaire,

afin de rendre l'armée plus attractive que le service civil pour les médecins.

3 Quels arguments pour le durcissement?

Le Conseil fédéral et la majorité du parlement sont d'avis que le nombre élevé d'admissions au service civil est problématique, en particulier lorsqu'il concerne des militaires ayant terminé

l'école de recrues, des spécialistes ou des cadres de l'armée (voir ci-dessous).

Selon un rapport du Département fédéral de la défense publié en 2024, 11 000 recrues quittent chaque année les troupes avant la fin de leur obligation de servir. De plus en plus optent pour un service civil, alors que le nombre de départs pour raisons médicales reste stable.

Lors des débats au parlement, le conseiller fédéral UDC Guy Parmelin a estimé que le service civil était «devenu un phénomène de masse problématique, contrairement à l'objectif initial». Il a rappelé que le service civil devrait rester une solution «à caractère exceptionnel» pour les personnes ayant un conflit de conscience. Les mesures proposées visent à limiter ces départs et à préserver les effectifs militaires, dans un contexte géopolitique tendu, marqué par la guerre entre la Russie et l'Ukraine qui fait rage depuis quatre ans aux portes de l'Europe.

4 Et ceux qui s'y opposent?

Les référendaires estiment que le service civil joue un rôle essentiel dans la société. Les civilistes effectuent leur service dans les domaines où la pénurie de personnel est la plus aiguë. En cas de baisse de 40% des effectifs, ces prestations ne seront tout simplement pas remplacées, avertissent-ils.

Contrairement aux partisans de la réforme, ils estiment que l'armée ne profitera pas de ces durcissements. Les soldats qui ne souhaitent pas effectuer l'armée auront toujours la possibilité de se faire réformer médicalement. D'ailleurs, soulignent-ils, l'armée est loin de manquer de soldats: selon la loi, l'armée doit être dotée de 100 000 militaires, avec un seuil maximal établi à 140 000. Or les effectifs dépassent actuellement de 5% cette limite.

Enfin, l'alliance à l'origine du référendum dénonce une «tactique du salami». Elle craint que le durcissement des conditions d'accès n'ait pour effet «de vider le service civil de sa substance» et conduise in fine à sa suppression pure et simple.

5 Quelles sont les étapes à venir?

Quelle que soit son issue, cette votation ne sera certainement pas la dernière sur ce sujet. Le Conseil fédéral planche actuellement sur une réintroduction de l'examen de conscience, aboli en 2009 à la suite d'un postulat adopté au Conseil national. Le gouvernement souhaite également introduire une journée d'information obligatoire sur l'armée pour les femmes. En juin 2025, le Conseil national a de son côté approuvé une motion qui entend fusionner la protection et le service civil pour former une nouvelle entité baptisée «protection contre les catastrophes». Si le Conseil des Etats venait à soutenir ce projet, il est probable que la gauche saisisse une nouvelle fois l'arme du référendum contre ce qu'elle qualifie de démantèlement du service civil. I

Il doit être «une exception»

Un comité bourgeois défend un service civil exceptionnel. Il doit à nouveau être accessible uniquement aux personnes confrontées à de réels conflits de conscience.

Un comité interpartis a défendu hier une révision qui «corrige les dérives de ces dernières années». La nouvelle loi sur le service civil vise à appliquer de manière cohérente le principe constitutionnel selon lequel il n'y a pas de liberté de choix entre le service militaire et la protection civile (PC) d'une part, et le service civil d'autre part, selon le comité.

Le service civil doit cesser d'être «une alternative équivalente ou même plus attrayante au service militaire ou à la PC». La révision mettra fin à un «passe-

droit accordé aux opportunistes», a avancé Jonas Lüthy, président des Jeunes PLR. Et le conseiller national Michael Götte (udc, SG) de renchérir: «Le service obligatoire ne doit pas être un menu à la carte.» Il doit à nouveau être accessible uniquement aux personnes confrontées à de réels conflits de conscience.

La situation géopolitique s'est fondamentalement détériorée, rappellent Le Centre, l'UDC, l'Association des sociétés militaires (ASM) et la Société suisse des officiers (SSO). Pour la Suisse, il est donc essentiel d'avoir une capacité de défense crédible et une protection civile robuste. La protection de la population est également impactée par ces départs vers le service civil. Les effectifs ne cessent de

diminuer et sont nettement inférieurs à l'effectif théorique de 72 000 personnes. Début 2025, la PC ne comptait plus que 57 000 membres, et la tendance est à la baisse.

Par ailleurs, de nombreux cadres de l'armée sont attirés par cette alternative. Entre 2019 et 2022 ont été concernés 1400 cadres et de nombreux spécialistes, comme les chauffeurs, les cuisiniers ou le personnel médical. Selon le Conseil fédéral, le coût des départs après l'école de recrues est estimé à près de 70 millions de francs provenant des impôts, souligne le comité. Mais c'est également une perte de savoir-faire, a rappelé Michele Moor, président de la SSO. Les compétences acquises durant des années ne peuvent pas être utilisées dans le civil. **ATS**

Entretenir le rail pour mieux le développer

CHEMINS DE FER Alors que l'entretien du réseau ferroviaire accumule d'importants retards, l'Union des transports publics a appelé vendredi à orienter les priorités vers la maintenance et le renouvellement des infrastructures existantes, avant de lancer de nouveaux grands projets

L'entretien du réseau ferroviaire suisse ne cesse de prendre du retard. Il se chiffre à 9,5 milliards de francs pour les seuls CFF, en augmentation de 1 milliard (+ 12%). D'autres compagnies sont concernées, comme les Chemins de fer rhétiques (RhB). Résultat: les chantiers se multiplient, ainsi que les interventions en urgence, ce qui provoque tout autant de perturbations du trafic. Aujourd'hui, l'Union des transports publics (UTP) tire la sonnette d'alarme: la priorité doit être dorénavant mise sur l'entretien et le renouvellement des infrastructures actuelles, avant de lancer de nouvelles extensions. Tel est en résumé le message que l'UTP a voulu transmettre dans sa prise de position sur le projet Transports'45, rendue publique ce vendredi.

Pour rappel, Transports'45 désigne le vaste processus lancé en janvier 2025 par le conseiller fédéral Albert Rösti, avec l'objectif de fixer les grandes lignes de l'aménagement des infrastructures de transport d'ici à 2045. Basé sur un rapport commandé au professeur de l'EPFZ Ulrich Weidmann, il fait l'objet depuis des mois d'une intense agitation politico-médiatique. Alors que le message final du Conseil fédéral est attendu pour le mois de juin, chaque région du pays cherche à tirer leur épingle du jeu et tente d'imposer ses priorités. La Suisse romande espère voir se réaliser le tunnel Morges-Perroy ou la ligne directe Neuchâtel-La Chaux-de-Fonds. De leur côté, Bâle et Lucerne rêvent de nouvelles gares, alors que certaines réalisations suscitent de larges controverses, à l'image du tunnel du Grimsel.

Améliorations rapides d'ici à 2030

Pour les entreprises de transport public, cependant, là n'est pas l'essentiel. «Le système ferroviaire doit être considéré dans sa globalité et les aménagements d'infrastructures individuels doivent permettre, en fin de compte, une offre fonctionnelle. C'est pourquoi il faut toujours placer le concept d'offre au premier plan et en déduire les infrastructures», prévient Linus Looser, responsable Infrastructure et membre de la direction du groupe CFF. Avec cette vue globale, l'UTP appelle à entreprendre de nouveaux aménagements «avec modération», tout en s'assurant que ceux-ci ajoutent une réelle plus-value à l'offre globale. Elle demande surtout à la Confédération de donner davantage pour l'entretien à moyen terme. «C'est le maintien des infrastructures qui assure la ponctualité et la fiabilité, c'est comme se brosser les dents pour éviter d'aller chez le dentiste», image Linus Looser.

«Seule une infrastructure bien entretenue permettra de développer le réseau, relève, de son côté, le directeur de l'UTP, Ueli Stückelberger. Cela ne sert à rien de réaliser un tronçon moderne et rapide si, avant et derrière celui-ci, le reste de la ligne n'est pas adapté.» L'organisation n'est pas pour autant opposée aux grands aménagements. «C'est une bonne chose, mais on parle ici souvent de projets d'envergure à l'horizon parfois de 2050; nous devons nous concentrer sur la manière d'améliorer rapidement l'offre pour nos clients d'ici à 2030, voire 2035», note-t-il encore. Aux yeux du directeur de



«Le maintien des infrastructures [...] c'est comme se brosser les dents pour éviter d'aller chez le dentiste»

LINUS LOOSER, RESPONSABLE INFRASTRUCTURE ET MEMBRE DE LA DIRECTION DU GROUPE CFF

l'UTP, cela ne passe pas forcément par d'imposantes réalisations. «Le Verbier Express, qui relie Genève Aéroport aux pistes de ski, ou encore le train direct Genève-Tessin sans changement sont des exemples d'améliorations concrètes de l'offre pour les usagers», illustre encore Ueli Stückelberger, qui évoque aussi des wagons plus adaptés, avec par exemple davantage de place pour les bagages ou les vélos.

Mais les besoins sont immenses pour garantir la qualité, qualifiée de «suffisante à bonne», d'un réseau très sollicité. Depuis l'année 2000, le nombre de voyageurs-kilomètres a doublé en Suisse. La densité du trafic (137 trains de voyageurs par heure en moyenne sur chaque ligne) demeure inégalée en Europe. Dans ce contexte, Daniel Schafer, président de la commission Infrastructure de l'UTP et directeur de la compagnie BLS (Berne-Lötschberg-Simplon), juge indispensable «la prolongation de l'actuel pour mille de TVA pour assurer les moyens du Fonds d'infrastructure ferroviaire (FIF)». Le Bernois estime qu'il faut maintenant «réfléchir en termes d'étapes, réalisables et qui, à chaque fois, apportent une plus-value aux clients». De leur côté, les entreprises de transport public s'engagent enfin à contribuer à réduire leurs coûts, en augmentant leur efficacité, notamment via la numérisation, ou en collaborant avec l'Office fédéral des transports (OFT) à la simplification des normes.

«La Suisse romande doit être prioritaire»

La prise de position de l'UTP est saluée par la conseillère nationale socialiste Brenda Tuosto, vice-présidente d'Ouest Rail. «Cette posture est la bonne, il est absolument nécessaire de rattraper les retards, souligne la Vaudoise. Les problèmes sur l'Arc lémanique viennent essentiellement du fait que l'entretien n'a pas suivi.» L'élue rappelle que, depuis 2018, l'axe Lausanne-Genève a connu plus d'une centaine de perturbations techniques graves, dont les répercussions se sont fait sentir jusqu'à Zurich. Pour Brenda Tuosto, l'urgence d'un rattrapage prioritaire en Suisse romande doit également être reconnue. «L'Arc lémanique, l'un des poumons économiques de la Suisse, n'a toujours pas de redondance ni de trains à haute capacité, insiste la parlementaire. Et que dire de la vétusté des lignes du Pied du Jura et de la ligne Lausanne-Berne, dont le temps de parcours se rallonge, alors qu'il devrait être d'une heure, selon Rail 2000. Un projet que la population a accepté... en 1987.» ■ Y. P.

Teurer Strom, volle Staatskassen

Industrie und Private leiden unter den hohen Kosten – derweil erhalten die Eigentümer der Energiefirmen Milliarden an Dividenden



Mastenwald in Laufenburg im Aargau. Die hohen Gewinne der Stromkonzerne fliessen grossteils an die Kantone. G. BALLY / KEYSTONE

THOMAS SCHLITTLER

Steht die Welt kopf, schlägt die Stunde der Energie- und Rohstoffhändler. In Krisenzeiten erzielen Trader oft die höchsten Gewinne. Das zeigte sich 2022 nach Beginn des russischen Angriffskrieges gegen die Ukraine. Und auch die militärische Blockade der Strasse von Hormuz ist für viele Commodity-Trader mehr Chance als Gefahr.

Diese Logik gilt nicht nur für globale Rohstoffhändler, sondern auch für staatlich kontrollierte Energiekonzerne in der Schweiz. Alpiq, Axpo und BKW erwirtschaften mittlerweile einen erheblichen Teil ihrer Gewinne im internationalen Energiehandel – von der Öffentlichkeit kaum wahrgenommen. Selbst Repower, die Nummer vier im Schweizer Strommarkt, schreibt im jüngsten Geschäftsbericht, das internationale Handelsgeschäft habe sich «erneut» als wichtigster Ergebnistreiber erwiesen.

Die Gewinne der Stromkonzerne haben in den vergangenen drei Jahren neue Dimensionen erreicht – sehr zur Freude der öffentlichen Hand. Die Kantone, die Axpo, Alpiq, BKW und

Repower mehrheitlich besitzen, liessen sich Gewinne in Milliardenhöhe ausschütten. Zwischen 2017 und 2026 erhielten sie kumulierte Dividenden in Höhe von 3,6 Milliarden Franken. Die Hälfte davon, rund 1,8 Milliarden Franken, floss allein in den vergangenen zwei Jahren. Die geplanten Ausschüttungen im Jahr 2026 müssen teilweise zwar noch an der Generalversammlung bewilligt werden, das gilt aber als Formsache.

Scharfe Kritik

In der Privatwirtschaft sorgen die Rekordgewinne und Ausschüttungen der Stromkonzerne für rote Köpfe. Besonders die energieintensive Industrie, die unter hohen Stromkosten leidet, ist verärgert. «Die hohen und volatilen Strompreise führen zu überdurchschnittlichen Gewinnen bei Stromkonzernen und gleichzeitig zu einer massiven Mehrbelastung der energieintensiven Industrie», sagt Carla Hirschburger-Schuler, Geschäftsleiterin der Interessengemeinschaft Energieintensive Branchen.

Steigende Netzkosten – getrieben durch sowohl regulatorische Faktoren

als auch systembedingte Abgaben wie die Winterreserve – erhöhten die Stromkosten zusätzlich. «Diese Belastungen treffen die Industrie besonders stark und sind im internationalen Vergleich nachteilig», sagt Hirschburger-Schuler.

Auch Swissmem sieht die steigenden Netznutzungskosten als Gefahr für die Wettbewerbsfähigkeit. Jean-Philippe Kohl, Vizedirektor und Leiter Wirtschaftspolitik des Verbands, kritisiert jedoch nicht die Gewinne selbst, sondern deren Verwendung. «Die Kantone sollten die Stromkonzerne nicht melken, sondern ihre Gewinne zur Stärkung der Strominfrastruktur einsetzen.»

Die Kraftwerke und Netze der Stromkonzerne seien kritische Infrastrukturen für Bevölkerung und Industrie, sagt Kohl. Es sei problematisch, wenn Dividenden den allgemeinen Staatskonsum finanzierten. Die Gewinne müssten vielmehr dazu dienen, die Versorgungssicherheit, die Qualität und den Ausbau der Infrastruktur im Hinblick auf die Klimaziele der Schweiz zu gewährleisten. «Würden beispielsweise jährlich 500 Millionen Franken einbehalten und für die Infrastruktur zurückgestellt

und nicht als Dividenden ausgeschüttet, könnten innert zehn Jahren Investitionen in der Grössenordnung eines halben AKW aus eigenen Mitteln finanziert werden.»

Die Kantone zeigen für diese Kritik wenig Verständnis. Die Berner Regierung erklärt, man verfolge als Mehrheitsaktionär der BKW eine langfristige Eigentümerstrategie mit Fokus auf der Versorgungssicherheit, erneuerbaren Energien und einem starken Wirtschaftsstandort, ohne in die unternehmerische Verantwortung des Unternehmens einzugreifen. Die Dividendenausschüttung sei «angemessen».

Der Kanton Graubünden, dem Repower zu 27 Prozent gehört, verweist auf eine «vertretbare» Gewinnmarge von 5 Prozent. «Dass ein Teil davon an die Aktionäre in Form von Dividenden weitergegeben wird, entspricht der gängigen Praxis», sagt eine Sprecherin des Departements für Infrastruktur, Energie und Mobilität. Zudem sei Repower vor zehn Jahren aufgrund tiefer Strompreise in Bedrängnis geraten und durch die Aktionäre refinanziert worden.

Auch die Klagen über hohe Stromkosten weisen die Eigentümerkantone zurück. «Für Grosskunden, das heisst auch für die Industrie, ist der Markt geöffnet, und die Unternehmen können ihren Stromlieferanten selbst wählen», schreibt ein Sprecher der Zürcher Baudirektion. Zürich, mit Anteilen von 37 Prozent an Axpo und 38 Prozent an Repower, habe keinen Einfluss auf den Strompreis und sei somit nicht die richtige Adresse für die Kritik der Industrie. Gleichzeitig hält der bevölkerungsreichste Kanton des Landes fest: «Dass die Zürcher Steuerzahlerinnen und Steuerzahler von den Beteiligungen des Kantons an Energieunternehmen profitieren – dagegen ist nichts einzuwenden.»

Auch der Kanton Bern sieht sich nicht in der Verantwortung für die hohen Preise: «Bei einem Verbrauch ab 100 Megawattstunden pro Jahr können Industriebetriebe ihren Elektrizitätsbedarf frei auf dem Markt einkaufen. Sie sind nicht auf die Lieferung durch die BKW angewiesen», sagt ein Sprecher. Zwischen den Ergebnissen der BKW und den Stromkosten der Industrie bestehe kein Zusammenhang.

Den Preis mache der Markt

Die Stromkonzerne selbst argumentieren ähnlich. «Die Strompreise werden durch Marktmechanismen und regulatorische Rahmenbedingungen bestimmt – nicht durch einzelne Unternehmen und

auch nicht durch ihre Ausschüttungspolitik», schreibt die Medienstelle von Axpo.

Alpiq betont, der derzeitige Strompreis sei «ein Resultat aus Angebot und Nachfrage» und werde an den Handelsplätzen festgelegt. «Als Stromproduzentin ohne Netz und ohne gebundene Kunden sind wir vollständig dem Markt ausgesetzt, wenn wir den Strom via Börse verkaufen – nach oben wie nach unten», sagt ein Sprecher.

Verantwortlich für die steigenden Energiepreise seien geopolitische Ereignisse wie der russische Angriffskrieg gegen die Ukraine oder der Konflikt zwischen den USA und Iran. «Vor diesem Hintergrund greift die Vorstellung zu kurz, dass die Ergebnisse der Energieunternehmen zulasten der Schweizer Industrie oder der Endkundinnen und -kunden gingen», schreibt die Medienstelle der BKW.

Boni in Millionenhöhe

Etliche Politiker in Bern sehen dies anders. «Es entsteht der Eindruck, dass sich der Zweck der Beteiligung von Kantonen und Gemeinden an diesen Stromunternehmen mehr und mehr vom Ursprung entfernt», sagt der Mittelnationalrat Nicolò Paganini, Präsident der Kommissionen für Umwelt, Raumplanung und Energie (Urek).

Die Unternehmen seien gegründet worden, um die Stromversorgung sicherzustellen. «Dieser Ursprungszweck gerät leider mehr und mehr in den Hintergrund und wird ersetzt durch Eignerstrategien, die vor allem auf hohe Dividenden und damit auf die Alimentierung der öffentlichen Haushalte zielen.»

Dies habe sich beim Rettungsschirm für die systemrelevanten Stromkonzerne gezeigt. «Da haben sich die Eignerkantone ihrer Verantwortung entzogen, und der Bund musste den Rettungsschirm aufspannen.» Gewinne und vernünftige Dividenden seien legitim, sagt Paganini. «Aber dann muss man auch bereit sein, die Risiken zu tragen.»

Ein begrenztes Risiko tragen auch jene Trader, die für Axpo, Alpiq, BKW und Repower im internationalen Handel Milliarden erwirtschaften – und eines Tages ebenso Milliardenverluste verursachen könnten. Gemäss Brancheninsidern erhalten sie für ihre Dienste zum Teil Boni in Millionenhöhe. Vergütungen wie jene von 1,8 Millionen Franken, mit der der Axpo-CEO Christoph Brand vor rund einem Jahr für Empörung sorgte, sollen von einzelnen Händlern bei Schweizer Energiekonzernen teilweise deutlich übertroffen werden.

Le recours aux swaps immobiliers se popularise

INVESTISSEMENTS Rien qu'en Suisse romande, ce sont plus d'une centaine d'immeubles qui ont été acquis depuis bientôt dix ans par des fonds de placement immobilier via des apports en nature, appelés swaps dans le jargon. Avantages et inconvénients

SERGE GUERTCHAKOFF (IMMOBILIER.CH)

Avec les travaux en lien avec la transition énergétique, de plus en plus de «petits» propriétaires optent pour la cession de leur immeuble en échange de parts d'un fonds de placement immobilier. En effet, ces travaux requièrent tant une stratégie de financement réfléchie qu'un pilotage professionnel. Pas étonnant, dès lors, que les swaps immobiliers deviennent toujours plus populaires.

Le fonds Cronos Immo 1 (CIF1) y a recouru dès son lancement en septembre 2016. A ce jour, CIF1 a acquis une cinquantaine d'immeubles en Suisse romande, représentant une valeur globale d'environ 500 millions de francs. Autre acteur majeur des swaps, la société de gestion de fonds Realstone. «Notre première acquisition via un apport en nature date d'avril 2021. Nous l'avons effectuée pour le groupe RIRS de notre fondation de placement. Il s'agissait de deux immeubles situés dans l'agglomération fribourgeoise et précédemment détenus par une caisse de pension qui souhaitait en confier la gestion à des spécialistes reconnus sur le marché. Cela lui a permis de simpli-

fier sa gestion opérationnelle tout en restant investie dans l'immobilier grâce aux parts reçues en contrepartie», nous précise Julian Reymond, directeur général de Realstone.

Autre acteur qui y recourt de plus en plus, Comunus SICAV, qui a réussi son entrée à la SIX Swiss Exchange en octobre dernier. «Nous observons une montée en puissance des swaps immobiliers en Suisse. Ce mécanisme accélère la transformation du parc, notamment en facilitant les rénovations

«Ce mécanisme accélère la transformation du parc, notamment en facilitant les rénovations énergétiques»

JULIEN BAER, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE COMUNUS

énergétiques. Il s'inscrit dans un mouvement plus large de professionnalisation et de mutualisation de la détention immobilière», nous indique Julien Baer, directeur général de Comunus. Ce dernier a fait un premier swap en 2024, puis cinq en 2025, pour environ 60 millions de francs au total.

Autre acteur parmi la cinquantaine de fonds de placement

immobiliers suisses cotés, Dominicé. «Aujourd'hui, le swap immobilier devient une vraie alternative dans un marché où les transactions sont plus complexes. Il permet à un propriétaire de rester investi dans la pierre, tout en gagnant en diversification et en déléguant la gestion. Ce qui est aussi recherché, c'est la stabilité des revenus: les distributions des fonds sont en général plus régulières qu'un actif isolé. Dans le contexte actuel, notamment avec les

réflexions autour de l'abolition de la valeur locative, ce type de solution peut également représenter une alternative intéressante pour les propriétaires sur le plan fiscal», à en croire Diego Reyes, senior fund manager chez Dominicé Asset Management.

Chez Realstone, ce sont à ce jour pas moins de 13 immeubles qui ont été acquis de cette façon,



Un immeuble de Realstone à Givisiez (FR). (YANNIC BARTOLOZZI)

représentant une valeur d'environ 160 millions de francs, via cinq opérations de swap distinctes, tant pour le groupe de placement RIRS que pour le fonds Solvalor 61 et le Realstone Industrial Fund.

Parmi les avantages du recours au swap du point de vue du vendeur, on peut citer la diversification de son exposition immobilière. «En contrepartie de l'immeuble cédé, il reçoit des parts du fonds pour un montant équivalant à la valeur de son bien, accédant ainsi à un portefeuille diversifié avec de nombreux immeubles, par exemple plus de 120 pour Solvalor 61», comme le résume Julian Reymond.

Et du point de vue de l'acquéreur, un swap permet de ne pas avoir à recourir à du financement externe, puis de devoir réaliser ensuite une augmentation de capital en vue d'abaisser le coefficient d'endettement. On

évite ainsi plusieurs étapes et les frais qui y sont liés, par exemple ceux liés à la distribution.

La problématique de l'agio

Cependant, à en croire Pascal Roux, le directeur général de Cronos, on se retrouve avec un problème lorsque le fonds de placement immobilier est coté: son agio. Rappelons que l'agio correspond à la différence entre le cours de bourse et la valeur nette d'inventaire (valeur des immeubles nette des dettes).

«Je trouve personnellement délicat de proposer un swap quand l'agio est important. Actuellement, l'agio moyen des 48 fonds immobiliers cotés à la SIX Swiss Exchange [lesquels sont regroupés au sein de l'indice boursier suisse SWIIT, ndlr] s'élève à 35,85%.» A ses yeux, les propriétaires privés pourraient s'avérer perdants en cédant leur

immeuble à un fonds de placement immobilier dont l'agio serait trop élevé.

Aux yeux de Pascal Roux, mieux vaudrait que ces petits propriétaires privés effectuent un swap avec un fonds non encore coté, cela afin d'éviter le problème de l'agio. Il existerait actuellement une quinzaine de fonds non cotés en Suisse, mais seuls dix d'entre eux peuvent céder des parts à des personnes privées. Citons StoneEdge SICAV, avec une fortune d'environ 352 millions de francs, ERRES Commercial Income (spécialisé dans les locaux commerciaux), Truststone RE SICAV, Realstone Industrial Fund ou encore Cronos Immo Fund 2 (CIF2). «Notre postulat est que les taux d'intérêt vont continuer d'être bas, favorisant un agio élevé. Voilà pourquoi nous développons désormais le CIF2», observe le directeur général de Cronos. ■

Guy Parmelin en visite de travail à Washington

COMMERCE A l'occasion des réunions de printemps 2026 du FMI et de la Banque mondiale, le président de la Confédération était aux Etats-Unis cette fin de semaine. En toile de fond, le Conseil fédéral espère également toujours conclure un accord sur les droits de douane

BORIS BUSSLINGER, WASHINGTON

Collaborateur personnel de Guy Parmelin, Urs Wiedmer résumait ce vendredi au *Temps* les raisons du déplacement à Washington du président et conseiller fédéral chargé de l'Economie: «Nous sommes principalement ici pour les réunions de printemps de la Banque mondiale. Nous allons signer un accord de protection des investissements avec Bahreïn aujourd'hui. Puis d'autres dis-

cussions sont prévues avec divers présidents de banques, notamment la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures.» Mais aussi, ce vendredi après-midi, «un bref échange avec le secrétaire au Commerce, Jamieson Greer, au sujet des négociations entre la Suisse et les Etats-Unis», explique le bras droit du président de la Confédération. C'est le gros dossier du moment entre Berne et Washington.

Un enjeu crucial pour le secteur pharmaceutique

A la suite de la décision du 20 février de la Cour suprême américaine d'invalider les droits de douane imposés par Donald Trump lors de son début de mandat (que Berne était parvenu en novembre à réduire de 39 à 15%), le président américain a fait valoir une autre disposition

légale (également combattue en justice) permettant de nouvelles taxes de 10%. La secrétaire d'Etat à l'Economie, Helene Budliger Artieda, qui fait partie du voyage à Washington, expliquait en début de semaine à l'agence AWP que ces dernières n'étaient pas encore entrées en vigueur. Dans l'intervalle, précisait-il, la Suisse cherche à transformer l'accord de principe obtenu en novembre dernier en traité contraignant d'ici à fin juillet.

Avec cette exigence centrale: ne pas subir de désavantage face à l'Union européenne et le Royaume-Uni. L'enjeu est crucial pour l'économie suisse, et notamment pour son secteur pharmaceutique, pilier des exportations helvétiques au cœur des tensions avec Donald Trump. Ses médicaments sont actuellement soumis à des droits de douane de 15%, à l'exception de certaines entreprises bénéfici-

ant d'exemptions temporaires à la suite des promesses d'investissement aux Etats-Unis. Les négociations, qui ont déjà connu plusieurs rondes de discussion, avancent bon gré mal gré. Toutefois, selon l'agence Bloomberg, les Etats-Unis refusent jusqu'ici de garantir un plafond

Les Etats-Unis refusent jusqu'ici de garantir un plafond sur certains droits de douane susceptibles d'être amendés de manière unilatérale

sur certains droits de douane susceptibles d'être amendés de manière unilatérale par Washington en cas de pratiques «déloyales».

Une provision juridique qui laisse place à l'interprétation dont Berne redoute l'activation de manière imprévisible. D'autant que Washington a justement ouvert deux enquêtes contre Berne basées sur ce principe en mars. La première, informe le Conseil fédéral, porte sur des «surcapacités de production industrielle présumées». La seconde, sur «l'absence ou la mise en œuvre jugée insuffisante de mesures visant à empêcher l'importation de marchandises issues du travail forcé». La Suisse, qui n'est pas le seul pays à avoir été visé par une procédure de la sorte à ce moment-là, a officiellement rejeté les reproches formulés par les Etats-Unis. ■

Jetzt kippt der Altersmix der Schweiz – das bedroht unseren Wohlstand massiv

Demografie bis 2050 In sieben Kantonen ist die Bevölkerung unter 65 Jahren geschrumpft, ab jetzt wächst wohl nur noch die Gruppe der Alten. Selbst der Wirtschaftsmotor Zürich befürchtet ein Minus von 20 Prozent.

Konrad Staehelin

Die SVP will die Schweizer Bevölkerung mit ihrer Zuwanderungsinitiative, die am 14. Juni zur Abstimmung kommt, bei 10 Millionen deckeln. Doch für das Gedeihen des Landes und seiner Volkswirtschaft ist die reine Bevölkerungszahl nicht die entscheidende Grösse. Wichtiger ist das Verhältnis zwischen den Altersgruppen, insbesondere zwischen den Erwerbstätigen und den Pensionierten. Auch die Gruppe der Minderjährigen ist von Belang, weil sie später zusammen mit den Einwanderern die Erwerbsbevölkerung darstellt.

Just in diesen Jahren geschieht in der Zusammensetzung der Bevölkerung Entscheidendes: Bisher wuchsen alle drei Altersgruppen. In den nächsten Jahrzehnten aber wird nur noch die Gruppe jener wachsen, die 65 Jahre und älter sind. Die Gruppen unter 20 und von 20 bis 64 Jahren werden wahrscheinlich schrumpfen oder zumindest nicht mehr wachsen.

Mittlerweile ist unter Demografen nämlich anerkannt, dass das sogenannte Referenzszenario des Bundes – also das mittlere – für die Bevölkerungsentwicklung kaum mehr realistisch ist. Die verschiedenen Szenarien unterliegen zahlreichen Annahmen, wobei die Geburtenrate und die Einwanderung den grössten Einfluss haben.

Die Geburtenrate liegt bereits heute auf jener des tiefen Szenarios. Für die Einwanderung gehen die meisten Fachpersonen ebenfalls von tieferen Werten aus. Zwar unterschätzten die Experten in der Vergangenheit die Einwanderung deutlich. Zumindest was die Personenfreizügigkeit mit Europa angeht, ist die Lage künftig jedoch eine andere: Die Zahl der Erwerbstätigen in den wichtigsten Herkunftsländern Deutschland, Frankreich und Italien schrumpft stärker als in der Schweiz. Deswegen dürfte die Einwanderung von dort geringer ausfallen als bisher.

Die Realität dürfte darum deutlich näher am tiefen Bevölkerungsszenario des Bundes liegen. Trifft es ein, stagnieren die Bevölkerungsgruppen unter 65. Spätestens in den 2040er-Jahren beginnen sie zu schrumpfen. Liegt die Einwanderung für die nächsten Jahre noch ein wenig höher als im tiefen Szenario, tritt all das mit ein paar Jahren Verzögerung ein.

Alterung trifft Kantone viel stärker als den Bund

So oder so: Diese demografische Entwicklung hat einschneidende Folgen für Wirtschaft und Staat in der Schweiz. Ein Dauerbrenner ist die Aufrechterhaltung der umlagefinanzierten und laufend wachsenden AHV. Die Bevölkerung hat diese vor zwei Jahren mit ihrem Ja zur 13. Rente ausgebaut. Noch ist unklar, wie diese finanziert werden soll. Doch auch der Bund hat Mühe, seinen Anteil zu stemmen. Er kommt mit Steuergeldern für ein Fünftel der Finanzierung der AHV-Renten auf.

Noch stärker bekommen die Kantone die Alterung zu spüren. Das liegt daran, dass sie den



Wir werden immer älter: Die Kantone werden durch demografiebedingte Ausgaben besonders stark belastet. Foto: Keytone

Ab jetzt wächst wohl nur noch die Gruppe 65+

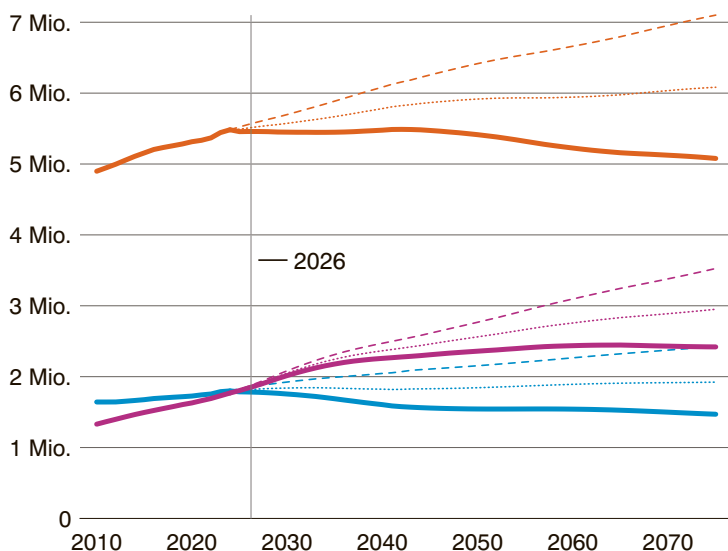
Ständige Wohnbevölkerung nach Altersgruppe, ab 2024 gemäss Szenarien des Bundes.

Hohes Szenario: Gestrichelt

Referenzszenario: Gepunktet

Tiefes Szenario: Durchgezogen

— 0-19 — 20-64 — 65+



Die Szenarien unterscheiden sich unter anderem in ihren Annahmen betreffend Geburtenrate und Einwanderung.

Grafik: kst / Quelle: Bundesamt für Statistik

Grossteil der steigenden Kosten für Gesundheit und Pflege übernehmen. Laut einer Studie des Bundes steigen die demografiebedingten Ausgaben der Kantone in den nächsten gut 30 Jahren doppelt so schnell wie die des Bundes.

Ein noch kaum beachteter Effekt ist, dass die Kantone stärker als der Bund von Einkommenssteuern abhängen. Diese sinken bei Personen im Pensionsalter gegenüber Werkstätigen deutlich.

Das alles ist keine Zukunftsmusik, sondern bereits heute ein Problem. Neue Zahlen zeigen, dass die Bevölkerung unter 65 Jahren letztes Jahr in sieben Kantonen geschrumpft ist, nämlich im Tessin (um 551 Personen) und im Jura (126), in Bern (414), Obwalden (136), Glarus (111), Solothurn (34) und Nidwalden (32).

In den betroffenen Kantonen ging die Bevölkerung unter 65 jeweils um deutlich weniger als ein Prozent der Wohnbevölkerung zurück. Es handelt sich in der Tendenz um ländliche Gebiete, wo seit längerem auch die Abwanderung in Richtung urbaner Zentren die Demografie beeinflusst.

Doch dass dies nicht nur in entlegenen Tälern, sondern auf Ebene der ganzen Kantonsbevölkerung so durchschlägt, ist eine Dimension der jetzigen Zeitenwende: 2023 war die Bevölkerung unter 65 Jahren noch in keinem Kanton geschrumpft. 2024 waren es bereits fünf Kantone.

Bis 2050 schrumpft die Bevölkerung unter 65 Jahren im mittleren Bevölkerungsszenario des Bundes in 12 Kantonen. Im tiefen, realistischeren Szenario ist das sogar in 21 der total 26 Kantone der Fall.

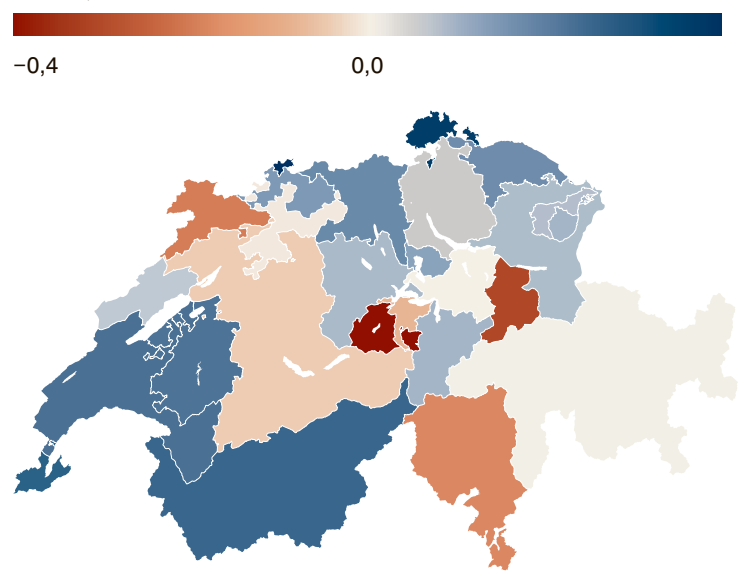
In Luzern wächst die jüngere Bevölkerung

Ein bemerkenswerter Ausreisser ist im tiefen Szenario der Kanton Schaffhausen: Hier könnte die Bevölkerung unter 20 Jahren bis zur Jahrhunderthälfte um 36 Prozent zurückgehen.

Der Boomkanton der nächsten Jahrzehnte dürfte dagegen Luzern sein: Dort wird die Bevölkerung unter 65 Jahren unabhängig vom Bevölkerungsszenario wohl deutlich wachsen. Weil die Bevölkerung über 65 Jahre allerdings noch schneller wächst,

Bevölkerung unter 65 Jahren schrumpft in sieben Kantonen

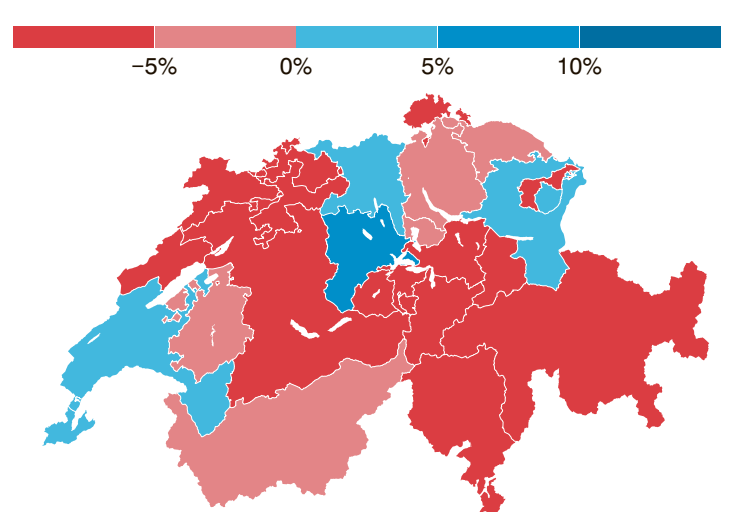
Entwicklung der Bevölkerung unter 65 Jahren im Jahr 2025, nach Kanton, in %.



Grafik: kst / Quelle: Bundesamt für Statistik / Kartenmaterial: ©swisstopo

Teilweise sehr deutlicher Rückgang der Bevölkerung unter 65 Jahren

Entwicklung der Bevölkerung unter 65 Jahren zwischen 2024 und 2050, nach Kanton.



Tiefes Szenario: Tiefere Geburtenrate und weniger Einwanderung u.a.

Grafik: kst / Quelle: BFS / Kartenmaterial: ©swisstopo

wird selbst Luzern mit den Herausforderungen der Alterung zu kämpfen haben.

Verschiedene Kantone haben bereits mit der Anpassung begonnen und beispielsweise Analysen in Auftrag gegeben, um ihre Politik darauf abzustützen.

Was die Schweiz gegen den Wohlstandsverlust tun kann

Die wohl umfassendste hat mit der Studie «Rezepte gegen den demografisch bedingten Wohlstandsverlust» vergangenen Januar der Kanton Zürich in Zusammenarbeit mit der Beratungsfirma Deloitte veröffentlicht. Weil dem Kanton bald die Arbeitskräfte fehlten, heisst es darin, könnte die Wirtschaftsleistung bis 2050 «um bis zu 20 Prozent tiefer ausfallen und damit den Wohlstand im Kanton Zürich bedrohen». In anderen Kantonen dürften die Folgen noch dramatischer sein, sind die demografischen Perspektiven im Kanton Zürich aufgrund seiner Wirtschaftskraft doch vergleichsweise gut.

Die Studienautoren identifizieren drei Hebel, mit denen sich die Folgen verhindern lassen:

— **Mehr und länger arbeiten:** Im Fokus stehen hier eine Erhöhung des Rentenalters und Anreize, das Pensum zu erhöhen, zum Beispiel über Steuern oder Subventionen für die Kinderbetreuung.

— **Produktivität steigern:** Die grösste Hoffnung setzen die Studienautoren auf die künstliche Intelligenz. Wenn diese in Privatwirtschaft und Verwaltung eingesetzt werde, seien enorme Effizienzsprünge denkbar.

— **Bevölkerung verjüngen:** Diese Strategie setzt an der Ursache an – doch wie viel lässt sich hier noch schrauben? Ein Vorschlag ist, die Geburtenrate mit finanziellen Anreizen zu erhöhen. Doch merken die Autoren selbst an, dass solche Efforts international bisher kaum Erfolge gebracht haben und sehr teuer sind.

Der andere naheliegende Schritt, um die Bevölkerung zu verjüngen, wäre noch mehr Einwanderung in den Arbeitsmarkt. Das jedoch führt zu Wachstumsschmerzen, beispielsweise auf dem Wohnungsmarkt. Die Stimmbevölkerung beantwortet am 14. Juni, welcher Sichtweise sie mehr Gewicht verleihen will.

Mettre fin à sa dépendance envers Microsoft, une tâche ardue pour Berne

INFORMATIQUE La Confédération explore activement des alternatives aux géants américains du cloud, selon des propos rapportés par la «NZZ am Sonntag». Mais ce ne sont que des éléments préliminaires, et les achats massifs de solutions en provenance de l'Oncle Sam se poursuivent

ANOUCHE SEYDTAGHIA

Et si la Confédération, accro aux solutions de Microsoft, décidait de réduire cette dépendance? Un mouvement s'amorce peut-être à Berne, comme le suggérait hier un article de la *NZZ am Sonntag*. «L'administration fédérale vise à réduire progressivement et durablement sa dépendance à l'égard de Microsoft», a indiqué un porte-parole de la Chancellerie fédérale au journal allemand. Ce dernier affirme qu'une étude de faisabilité a été soumise à la Chancellerie fédérale et que l'administration s'est appuyée sur celle-ci pour examiner si les logiciels libres pouvaient remplacer ceux de Microsoft. Verdict: selon cette étude, c'est possible, a indiqué la Chancellerie fédérale au média dominical, qui ne donne pas davantage d'informations sur cette analyse.

Un mouvement avait déjà été amorcé à Berne. En 2025, la Confédération lançait une étude de faisabilité «pour renforcer la souveraineté numérique dans le domaine de la bureautique grâce à l'utilisation de logiciels à code source ouvert». Il s'agissait aussi «d'examiner si une stratégie de sortie de Microsoft 365 dans l'administration fédérale [était] possible». La Confédération précisait alors clairement sur son site que «le projet n'a pas pour but de remplacer Microsoft 365. Il sert à évaluer des systèmes de remplacement et non à remplacer des systèmes en place.» Une nuance très importante.

Protéger les données sensibles

Berne estime à environ 30 millions de francs les dépenses annuelles en licences Microsoft. Et fin 2025, la RTS calculait que les cantons romands dépensaient plus de 20 millions de francs au moins chaque année pour des licences du géant américain. Cette relation commerciale peut être vue comme un risque financier, d'autant que Microsoft augmente actuellement ses tarifs, ce qui avait incité la Commission de la concurrence à ouvrir une enquête le 15 janvier dernier.

Au-delà du risque financier, il y a surtout celui de la perte de contrôle des don-

nées et de la dépendance envers un prestataire américain, dont la collusion avec la Maison-Blanche est souvent jugée importante. Microsoft ne cesse de vanter son indépendance vis-à-vis de Washington, mais des doutes existent à ce sujet. Fin octobre 2025, le média *Republik* révélait par exemple que Thomas Süssli, alors chef de l'armée, exigeait que la Chancellerie fédérale mette en place sa propre infrastructure informatique pour les données sensibles.

En France, tous les ministères devront présenter un plan pour se passer des solutions américaines

Et ces doutes n'empêchent pas la Confédération de poursuivre ces achats chez la société américaine. Fin 2025, Berne publiait un communiqué annonçant que le déploiement de Microsoft 365 dans l'administration fédérale s'était «achevé comme prévu. A la mi-décembre 2025, le

nouvel environnement Office était installé sur quelque 54.000 postes de travail.» Et début 2026, *Blick* révélait que Microsoft avait obtenu 150 millions de francs des autorités suisses fin 2024 pour des licences d'utilisation de logiciels de bureautique pendant trois ans, un contrat attribué de gré à gré.

L'Allemagne à la pointe

La Suisse demeure ainsi un client en or pour Microsoft. Mais ailleurs en Europe, des initiatives se multiplient pour tenter de réduire cette dépendance aux solutions bureautiques et de stockage de données de ce fournisseur. Mais ces opérations ne sont pas aisées à mettre en œuvre, et se déroulent souvent à petite échelle. En France, le 8 avril dernier, l'Etat actait officiellement une sortie progressive de Windows au profit de Linux, sous l'impulsion de la Direction interministérielle du numérique (Dinum). Celle-ci migrera ses propres postes de travail (ils sont environ 200) de Windows vers Linux. Ensuite, tous les ministères devront présenter un plan pour se passer des solutions américaines.

En octobre 2025, en Allemagne, l'Etat du Schleswig-Holstein annonçait l'achèvement de la migration de l'ensemble de son administration des outils de Microsoft vers

des alternatives open source. Cela concernait alors quelque 30.000 employés. Et le mois dernier, Berlin décidait, au niveau fédéral, d'imposer l'Open Document Format (ODF) comme standard obligatoire dans ce que l'Allemagne appelle le «Deutschland-Stack». En clair, il s'agit d'un cadre technique national pour les administrations publiques. Cette décision met ainsi de côté le format propriétaire OOXML de Microsoft. La *NZZ am Sonntag* proposait d'ailleurs hier, dans un second article, un éclairage sur le Centre pour la souveraineté numérique de l'administration publique (ZenDiS) allemand, qui développe une solution indépendante et open source, qui intéresse également la Suisse.

Le Danemark a aussi lancé une migration progressive de son administration vers des outils open source comme LibreOffice. L'objectif affiché est de reprendre le contrôle sur ses données et ses coûts, tout en disposant d'alternatives crédibles en cas de défaillance d'un fournisseur unique. Récemment, la plateforme Office.eu, présentée en mars, s'inscrivait dans cette même logique en proposant un environnement bureautique et collaboratif hébergé en Europe, reposant notamment sur Nextcloud et Collabora Online. ■